

Vendredi 30 octobre 2020 à 20h,

A Madame la Rectrice de l'académie de
Versailles,

A Mesdames et Messieurs les DASEN,

A l'heure où nous vous écrivons, ce vendredi soir, nous apprenons que le format envisagé pour la reprise du lundi 2 novembre est de nouveau changé.

Il se peut que le contenu de cette lettre soit très rapidement caduc, au regard des informations et décisions qui se succèdent d'heure en heure ou presque. Si nous comprenons le caractère assez inédit de la conjonction des circonstances, il n'en reste pas moins que ces incertitudes et revirements brutaux nous placent tou.te.s et chacun.e dans la plus grande difficulté, entre le désarroi et la colère.

Voici, Madame la Rectrice, Mesdames et messieurs les DASEN, ce que nous voulions porter auprès de vous et de l'ensemble des agent.es des services publics d'Education de notre académie :

L'exécutif a tranché : ce second confinement verra les établissements fonctionner, dans le cadre d'un protocole sanitaire dit « renforcé ».

Pour le Sgen-CFDT Versailles l'ouverture des établissements scolaires aux élèves est primordiale, afin de ne pas revivre les fractures et les décrochages constatés lors du premier confinement, et ce malgré tout l'effort de la communauté scolaire, et dont les effets ne peuvent qu'être aggravés par un nouvel éloignement prolongé du milieu scolaire.

Si nous sommes favorables à une reprise de l'activité scolaire en présentiel, celle-ci ne peut avoir lieu que si les conditions en sont remplies, et tout en veillant en particulier aux personnes les plus vulnérables.

Or cette « rentrée de novembre » se présente dans des conditions catastrophiques.

Les impératifs sanitaires sont percutés à la fois par le choc de l'assassinat et de l'hommage dû à notre collègue Samuel Paty, et par le passage du plan Vigipirate au niveau maximal après les effroyables évènements de Nice.

Nos collègues, personnels d'encadrement inclus, sont plus qu'inquiet.es, et peinent à trouver à la fois les ressources et le soutien pour envisager cette reprise. Nous avons déjà demandé plus de temps pour préparer le retour dans les établissements sous tous ses aspects, et nous réitérons cette demande.

L'heure n'est plus à faire des préconisations sanitaires qui seront à respecter « dans la mesure du possible ». Les masques seuls ne suffisent pas, et encore faut-il qu'ils soient fournis et conformes. L'école ne peut rester à l'écart des mesures de protection prises partout ailleurs dans la société. Il en va de la santé et de la sécurité de tous les personnels, obligation à laquelle se doit l'État employeur. Il en va de la santé et de la sécurité des publics que nous accueillons. Il en va aussi plus largement de l'efficacité du confinement imposé : quel est le sens de ces efforts individuels et collectifs si les conditions d'accueil et de travail dans les établissements scolaires rendent possible la circulation active du virus?

Le Sgen-CFDT Versailles porte l'exigence d'un intense travail de concertation à tous les niveaux dans la semaine qui vient, afin de définir réellement et de mettre en œuvre des

mesures réellement protectrices, et qui permettent l'accueil des élèves et la continuation des missions d'enseignement dans des conditions au moins acceptables.

Le ministère lui-même a pensé des scénarii alternatifs à l'accueil des élèves en grands groupes. Pourquoi ne sont-ils pas « activés »? Moins encore qu'en septembre le scénario d'une « rentrée normale » n'est acceptable ni responsable.

Nous demandons que toutes les instances de dialogue soient effectivement réunies à tous les niveaux : conseils d'école et conseils d'administration des EPLE, CHS des EPLE, CHS-CT départementaux et académique, etc. Pour prendre et mettre en œuvre les mesures qui s'imposent, en coopération avec les collectivités territoriales, et au regard de la situation des écoles et des établissements, y compris au regard des forces et des contraintes qui leur sont propres.

Faute de mesures de protections appropriées, les personnels seront fondés à cesser le travail, en particulier passé ce délai d'une semaine de nécessaire adaptation.

D'ores et déjà, nous soutiendrons les collègues qui feront valoir le droit de retrait si leurs conditions de travail les placent effectivement en péril.

Nous ne présumons pas non plus de la réaction des personnels et des collègues qui voient ce soir piétiné le travail de préparation mené déjà depuis jours.

Encore une fois, Madame la Rectrice, Mesdames et Messieurs les DASEN, nous ne sommes pas prêt.es, nous le savons toutes et tous. Il faut en prendre acte et agir maintenant à la hauteur des défis qui sont les nôtres collectivement.

Nous vous prions de croire à notre attachement au service public d'éducation, dans le respect des personnels.

Claire Bonhomme,

Secrétaire générale du Sgen CFDT Versailles

Pour la commission exécutive